



**Direction générale de la mobilité et
des routes DGMR**

Management des transports

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Envoyé en préfecture le 01/07/2024

Reçu en préfecture le 01/07/2024

Publié le

ID : 074-200006450-20240626-1324-DE



Convention de subventionnement

entre

le Canton de Vaud

représenté par la Direction générale de la mobilité et des routes,

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

ci-après « le Canton »,

les Transports publics de la région nyonnaise SA (TPN)

Rue de la Gare 45
1260 Nyon

ci-après « l'entreprise »

et

le Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) des transports publics transfrontaliers

Site d'Archamps
74160 Archamps

ci-après « GLCT »

ci-après « les parties »

relative à :

**l'offre sur les prestations du secteur du trafic régional des
voyageurs (TRV) et son indemnisation, applicable à l'année
d'horaire 2024**

Pour la bonne intelligence de la présente convention, il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la procédure relative à la commande des prestations du secteur du trafic régional des voyageurs (TRV), les prestations ont été définies par les différents commanditaires (GLCT, Confédération et Cantons) pour l'année d'horaire 2024.

ARTICLE 1 Objet et but de la convention

- 1 La présente convention fixe de manière contraignante, au sens de l'article 28 alinéa 1 de la loi fédérale du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs et de l'article 21 de l'ordonnance fédérale du 11 novembre 2009 sur l'indemnisation du trafic régional de voyageurs, l'offre de prestations du secteur du TRV et son indemnisation pour la part à charge du Canton de Vaud, ceci pour l'année d'horaire 2024.
- 2 La présente convention s'inscrit dans le cadre et les buts fixés par la loi vaudoise du 11 décembre 1990 sur la mobilité et les transports publics.
- 3 Si l'une ou l'autre clause de la présente convention devait s'avérer lacunaire, juridiquement invalide ou inexécutable, la validité des autres dispositions de la convention ne saurait en être affectée. Dans un tel cas, les parties s'efforceront de remplacer la clause concernée par une disposition valable dont le contenu sera le plus proche possible du but recherché.

ARTICLE 2 Bases légales

Les principales bases légales applicables sont :

- a) La loi fédérale du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs (LTV ; RS 745.1) ;
- b) L'ordonnance fédérale du 11 novembre 2009 sur l'indemnisation du trafic régional de voyageurs (OITRV ; RS 745.16) ;
- c) L'ordonnance fédérale sur la comptabilité des entreprises concessionnaires (OCEC ; RS 742.221) ;
- d) La loi vaudoise du 22 février 2005 sur les subventions (LSubv ; BLV 610.15) et son règlement d'application du 22 novembre 2006 (RLSubv ; BLV 610.15.1) ;
- e) La loi vaudoise du 11 décembre 1990 sur la mobilité et les transports publics (LMTP ; BLV 740.21).

ARTICLE 3 Autorité compétente au sein de l'Etat de Vaud

Conformément à l'article 4a alinéa 1 de la LMTP, la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) est compétente pour la commande, l'indemnisation et le suivi des prestations en transport public.

ARTICLE 4 Offre de prestations commandée

- 1 L'offre de prestations commandée se base sur l'offre contraignante Version 3, établie par l'entreprise datée du 04.04.2024, au sens de l'article 17 de l'OITRV.

- 2 Les principaux indicateurs de l'offre de prestations commandée sur le canton de Vaud sont planifiés comme suit (uniquement les lignes cofinancées par le Canton, avant éventuelles répartitions intercantionales) :

2024

- Heures à l'horaire : 6'192
- Kilomètres productifs : 148'728
- Places-kilomètres : 13'385'520
- Voyageurs : 161'567
- Voyageurs-kilomètres : 367'879

- 3 En accord avec l'article 19 alinéa 1 de l'OITRV, les coûts subséquents des investissements ne peuvent être intégrés dans les comptes prévisionnels des offres de prestations que si les commanditaires ont donné leur accord avant que les investissements ne soient réalisés (approbation explicite découlant de la procédure fédérale d'acquisition de moyens d'exploitation dans le TRV). Dans le cas où des investissements ne requièrent pas d'approbation explicite (approbation implicite dans le cadre des discussions sur les offres de transport), les commanditaires confirment, par la présente convention, que les coûts subséquents des investissements présentés dans le plan d'investissement TRV de l'entreprise peuvent être intégrés dans les offres de transport :

2024

- Les investissements présentés dans le plan d'investissement TRV avec des coûts subséquents en 2024 ne requièrent pas d'approbation explicite.

ARTICLE 5 Prestations non reconnues par la Confédération

En application de l'article 28 alinéa 2 de la LTV, le trafic local et les lignes sans fonction de desserte sont exclues des prestations fédérales et ne reçoivent aucune indemnité de la part de la Confédération. Leur indemnisation est assumée exclusivement par le Canton. Les objets concernés sont les suivants :

2024

- Charges TPN : part suisse du montant planifié pour aléas et imprévus ;
- Charges GLCT :
 - o Différences de change dues aux versements de la Confédération en francs suisses ;
 - o Eventuelles plus-values ou moins-values convenues par le GLCT avec les TPN (par exemple : révision de prix, modifications contractuelles) ou délibérées au sein du GLCT.

ARTICLE 6 Degré minimal de couverture des charges fixé par la Confédération pour les prestations reconnues par la Confédération

- 1 Conformément à l'article 6 alinéa 1 lettre e de l'OITRV, la Confédération participe uniquement à l'indemnisation des lignes de transport qui présentent un degré minimal de couverture des charges par les recettes :
- desserte de base par bus jusqu'à la cadence horaire (jusqu'à 18 paires de courses comprises), par bus sur appel, prestations complémentaires au chemin de fer, offres du soir et de nuit et par installations de transport à câbles : 10%

- autres lignes de bus et bus sur appel, autres installations de transport à câbles, chemins de fer et bateaux : 20%
- 2 Les lignes énumérées ci-après ne répondent pas aux critères formulés à l'alinéa 1 et ne sont pas indemnisées par la Confédération. Leur indemnisation est assumée exclusivement par le Canton, au sens de l'article 28 alinéa 4 de la LTV :

2024

- Néant

ARTICLE 7 Offre excédentaire au sens de la Confédération pour les prestations reconnues par la Confédération

- 1 En application des articles 7 et 8 de l'OITRV, les commanditaires commandent l'offre du secteur du TRV en se fondant sur la demande, laquelle est calculée sur la base du trafic moyen sur la section de ligne la plus chargée durant la période de transport du lundi au vendredi.
- 2 Une offre excédentaire correspond à l'écart entre les paires de courses agréées par la Confédération et l'offre globale en paires de courses si cette dernière est supérieure aux valeurs de tolérance admises par la Confédération. Les (tronçons de) lignes concernées sont les suivantes :

2024

Ligne	Désignation	Charge maximale en section (lu-ve)	Paires de courses offertes (après déduction des courses de tiers)	Paires de courses de référence selon OFT	Paires de courses maximales tolérées par l'OFT	Différence (suroffre) à charge du Canton
10.814	Coppet (- Divonne-les-Bains)	510	32.0	18.0	23.0	14.0 (44%)
10.818	Nyon - Eysins - Crassier (- Divonne-les-Bains - Gex)	64	12.0	6.0	9.0	6.0 (50%)

- 3 Si une ligne de transport présente une suoffre au sens des prescriptions de l'alinéa 2, l'indemnisation de la part excédentaire est assumée exclusivement par le Canton, au sens de l'article 28 alinéa 4 de la LTV. L'indemnisation de la suoffre se calcule proportionnellement en fonction de la part de l'offre excédentaire par rapport à l'offre globale de prestations. Les (tronçons de) lignes concernées sont les suivantes :

2024

- Néant

Pour l'année d'horaire 2024, les lignes 10.814 et 10.818 présentent pour la première fois une suoffre au sens de la Confédération ; le financement de la part excédentaire devra être assuré entièrement par le Canton à partir de la convention d'offre sur les prestations TRV 2027/2028 si ladite suoffre devait subsister. La Confédération inscrira en conséquence une réserve à ce sujet dans sa convention d'offre sur les prestations TRV pour l'année d'horaire 2024.

ARTICLE 8 Indemnisation de l'offre de prestations commandée

- 1 En application de l'article 28 alinéa 1 de la LTV, la Confédération et le Canton indemnisent conjointement l'entreprise sur la base des coûts non couverts des prestations du secteur du TRV, de manière contraignante et en fonction de comptes planifiés.
- 2 La participation de la Confédération aux indemnités du secteur du TRV est exclue pour les lignes de transport qui ne présentent pas un degré minimal de couverture des charges et/ou pour les prestations en situation de suroffre selon les prescriptions fédérales (voir article 6 et article 7).
- 3 Conformément à l'OITRV, les parts des commanditaires aux indemnités du secteur du TRV se répartissent comme suit :
 - Confédération : 47%
 - Canton de Vaud : 53%
- 4 Au sens des alinéas précédents, la part à charge du Canton aux indemnités du secteur du TRV est définie ci-après. Le détail est présenté en annexe et fait partie intégrante de la présente convention (voir article 15).

2024

INDEMNITÉS	TOTAL	TOTAL sur le canton de Vaud des prestations cofinancées par la Confédération	Part à charge du Canton des prestations cofinancées par la Confédération (53%) <small>(art. 28 al. 1 LTV)</small>	Part à charge du Canton des prestations non financées par la Confédération (100%) <small>(art. 28 al. 4 LTV)</small>	TOTAL Part à charge du Canton
TRV Route*	860 406 EUR	845 959 EUR	448 358 EUR	14 447 EUR	462 805 EUR
Total	860 406 EUR	845 959 EUR	448 358 EUR	14 447 EUR	462 805 EUR
* Part Plan Climat	521 793 EUR	521 793 EUR	276 550 EUR	0 EUR	276 550 EUR

- 5 L'indemnisation du secteur du TRV fixée dans la présente convention est réputée exigible dès la signature de cette dernière par toutes les parties, sous réserve des circonstances prévues à l'article 16 et à l'article 17.
- 6 La part des indemnités à charge du Canton de Vaud est versée sous forme pécuniaire au moyen d'une subvention d'exploitation à fonds perdu, en application de l'article 6 alinéa 2 chiffre 2 et de l'article 9 alinéa 1 lettre b de la LMTP.

ARTICLE 9 Modalités de versement des indemnités

- 1 Sauf accord contraire, le Canton s'acquitte de sa part en quatre tranches, en principe à parts égales, lors de chaque trimestre.
- 2 Les éventuelles tranches d'amortissement des prêts remboursables issues de conventions d'investissements conclues avec l'entreprise sont déduites des tranches de versement des indemnités.

- 3 Le versement des indemnités à charge du Canton s'effectue sur la base d'appels de fonds émis par le GLCT ; les prestations pour le Plan Climat feront l'objet d'une facture séparée et unique en référant le n° de commande 4600007255.
- 4 Si la présente convention ne devait être signée au moment des premiers versements, le Canton s'acquitte de ses tranches de paiement, ceci pour autant que les prestations soient réalisées par l'entreprise. La dernière tranche de versement est conditionnée à la signature de ladite convention.
- 5 Le règlement des indemnités de la Confédération s'effectue par versement de l'Office fédéral des transports (OFT) à l'entreprise, cette dernière les reversant ensuite au GLCT sans délais et au même rythme que les versements fédéraux.

ARTICLE 10 Conditions d'octroi de la subvention

L'entreprise se porte garante vis-à-vis du Canton que les subventions allouées au titre de la présente convention seront employées exclusivement pour financer les prestations planifiées du secteur du TRV sur le canton de Vaud. En cas de modifications d'affectation de la subvention versée sans l'accord préalable du Canton, ce dernier peut ordonner des sanctions fondées sur l'article 29 de la LSubv (voir article 17).

ARTICLE 11 Prestations attendues

- 1 L'entreprise s'assure du maintien permanent de la qualité des prestations, à savoir notamment l'application de l'horaire publié, la garantie des correspondances, la disponibilité de moyens d'exploitation et de la capacité de production nécessaires à l'exécution de l'horaire, ainsi que, le cas échéant, des prestations supplémentaires telles que l'accompagnement des trains, le service de sécurité, les possibilités de transport pour handicapés, l'acheminement des bicyclettes, le service de restauration, la distribution et l'information aux voyageurs.
- 2 Il est rappelé que les commanditaires n'indemnisent aucuns frais liés aux transports de substitution rendus nécessaires par des arrêts non conformes selon la loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand ; RS 151.3) ; la prise en charge de ces coûts incombe aux propriétaires des arrêts concernés, conformément au principe de causalité convenu au niveau national.

ARTICLE 12 Suivi des prestations

- 1 En application de l'article 4b alinéa 1 de la LMTP, le Canton s'assure que les subventions accordées sont utilisées de manière conforme à l'affectation prévue.
- 2 L'entreprise remet, sur demande du Canton, tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente convention prévus à l'article 6 de l'OCEC ou convenus avec les commanditaires dans le cadre du projet de « Système national de mesure de la qualité du transport régional de voyageurs (QMS TRV CH) » ou spécifiquement avec l'OFT.

3 L'entreprise est responsable des décisions opérationnelles et des mesures à prendre pour garantir l'offre de prestations dans la présente convention tout en restant dans le cadre des indemnités convenues. En cas de variations impactant significativement l'offre de prestations ou le cadre des indemnités convenues, elle prend contact dans les plus brefs délais avec les commanditaires en vue de proposer les mesures correctives ou les modifications nécessaires.

4 Rapport sur la qualité 2022 (Q.rapport 2022)

Pour le surplus, nous renvoyons l'entreprise au chapitre 7 de la convention de l'OFT pour l'année d'horaire 2024.

ARTICLE 13 Obligation de renseigner

- 1 L'entreprise doit fournir, sur demande du Canton et dans les limites prévues par l'OCEC ou convenus spécifiquement, tous les documents et renseignements financiers ou techniques nécessaires à la définition et au suivi de la subvention.
- 2 Le Canton peut demander des renseignements supplémentaires à ceux prévus à l'alinéa 1 si le Canton est actionnaire de l'entreprise ou si le siège social de l'entreprise est sis dans le canton de Vaud.
- 3 L'obligation de renseigner et de collaborer demeure pendant toute la durée de la subvention et subsiste jusqu'à la fin du délai de prescription de l'article 34 de la LSubv.
- 4 Les documents de décision soumis à signature nécessaires à l'élaboration de la présente convention doivent être conservés dix ans.
- 5 En cas de soupçon fondé d'actes dolosifs, il y a lieu d'informer le Canton et l'OFT sans délai et de façon circonstanciée. L'obligation d'annoncer s'étend aussi aux sous-traitants et aux autres sociétés prestataires de service (par ex. holding).

ARTICLE 14 Présentation des comptes

L'entreprise gère les prestations du secteur du TRV et les indemnités versées en contrepartie séparément des autres secteurs de l'entreprise, conformément aux directives de l'OCEC.

ARTICLE 15 Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention :

- 1 Indemnités 2024 pour chaque ligne concernée

ARTICLE 16 Modification de la convention

- 1 Conformément à l'article 23 alinéa 2 de l'OITRV, il n'est possible d'adapter les conventions d'offre entrées en vigueur qu'avec l'accord de tous les commanditaires et, en règle générale, que si l'entreprise doit faire face à des circonstances indépendantes de sa volonté. Demeure réservée la décision de l'OFT à cet égard.

- 2 En cas de report significatif dans l'engagement de nouveaux moyens d'exploitation indemnisés dans le cadre de la présente convention ou de modification significative des prestations par rapport à celles convenues, le Canton se réserve le droit de demander une adaptation de la présente convention au moyen d'un avenant. Demeure réservée la décision de l'OFT à cet égard.
- 3 Sont également réservées toutes décisions juridiques, légales, parlementaires ou gouvernementales pouvant survenir en cours de période de validité de la présente convention et affecter les prestations commandées en termes d'offre ou d'indemnités.
- 4 Des adjonctions et des modifications apportées à la présente convention ne sont valables qu'avec l'accord écrit de toutes les parties.

ARTICLE 17 Clause de résiliation et de remboursement de la subvention

Le Canton peut résilier la présente convention et exiger le remboursement de sa subvention si les conditions d'octroi auxquelles la subvention était subordonnée (voir article 10) n'ont pas été remplies ou l'ont été insuffisamment par l'entreprise, notamment si la subvention n'a pas été utilisée conformément à la destination prévue.

ARTICLE 18 Droit applicable et for

- 1 Le droit suisse est applicable à la présente convention.
- 2 En cas de litiges, les parties s'efforceront de rechercher une solution à l'amiable à leur différend. A défaut de règlement à l'amiable, tous les litiges découlant de la présente convention seront soumis à l'arbitrage de l'OFT.

ARTICLE 19 Entrée en vigueur et validité

- 1 La présente convention entre en vigueur dès sa signature par toutes les parties. Elle s'applique pour l'année d'horaire 2024.
- 2 La présente convention d'offre sur les prestations n'est réputée conclue qu'à partir du moment où une commande ou une convention officielle de même teneur est disponible auprès de l'OFT pour la part à sa charge, et le cas échéant auprès des autres cantons concernés par tout ou partie de l'offre de prestations conventionnée.
- 3 Conformément à l'article 21 alinéa 5 de l'OITRV, la convention d'offre de prestations est valable sous réserve de l'approbation des budgets fédéraux et cantonaux pour l'année 2024.
- 4 La convention est établie en trois exemplaires, dûment datés et signés par les parties pour approbation. Chaque partie en reçoit un exemplaire. Le Canton en adresse une copie à l'OFT, et le cas échéant aux cantons concernés par tout ou partie de l'offre de prestations conventionnée.

Canton de Vaud, représenté par la Direction générale de la mobilité et des routes

Lausanne, le

Pierre-Yves Gruaz
Directeur général

Gérald Persiali
Responsable gestion financière et controlling

Transports publics de la région nyonnaise SA

Nyon, le

Emmanuel Laurent
Directeur

Thomas Mellier
Responsable Finances & Administration

Groupement local de coopération transfrontalière des transports publics transfrontaliers

Archamps, le

Patrice Dunand
Président

Annexe à la commande d'offre

Indemnités 2024 - hors Plan Climat

Entreprise : GLCT

Moyen de transport : Route										
Groupement de secteur : Trafic régional										
Secteur : Trafic régional de voyageurs										
N° ligne	Nom ligne	TOTAL indemnités	Part VD % inter-cantonal	TOTAL indemnités sur VD	TOTAL indemnités sur VD cofinancées par CH	Taux VD %	Indemnités sur VD à charge CH	Indemnités sur VD à charge canton VD	Indemnités non financées par CH à charge canton VD	TOTAL Indemnités à charge canton VD
10.814	Coppet - Divonne-les-Bains (section suisse)	239 643 €	100,0	239 643 €	232 653 €	53,0	109 347 €	123 306 €	6 990 €	130 296 €
10.818	Nyon - Divonne-les-Bains - Gex (section suisse)	98 970 €	100,0	98 970 €	91 513 €	53,0	43 011 €	48 502 €	7 457 €	55 959 €
Total Secteur		338 613 €		338 613 €	324 166 €		152 358 €	171 808 €	14 447 €	186 255 €
Total Groupement Secteur		338 613 €		338 613 €	324 166 €		152 358 €	171 808 €	14 447 €	186 255 €
Total Moyen de transport		338 613 €		338 613 €	324 166 €		152 358 €	171 808 €	14 447 €	186 255 €
Total Entreprise		338 613 €		338 613 €	324 166 €		152 358 €	171 808 €	14 447 €	186 255 €



Direction générale de la mobilité et des routes DGMR
Management des transports

Place de la Riponne 10
 1014 Lausanne

Envoyé en préfecture le 01/07/2024
 Reçu en préfecture le 01/07/2024
 Publié le
 ID : 074-200006450-20240626-1324-DE



Lausanne, le 25 avril 2024

Annexe à la commande d'offre

Indemnités 2024 - Plan Climat

Entreprise : GLCT

Moyen de transport : Route										
<u>Groupement de secteur : Trafic régional</u>										
Secteur : Trafic régional de voyageurs										
N° ligne	Nom ligne	TOTAL indemnités	Part VD % inter-cantonal	TOTAL indemnités sur VD	TOTAL indemnités sur VD cofinancées par CH	Taux VD %	Indemnités sur VD à charge CH	Indemnités sur VD à charge canton VD	Indemnités non financées par CH à charge canton VD	TOTAL Indemnités à charge canton VD
10.814	Coppet - Divonne-les-Bains (section suisse)	397 891 €	100,0	397 891 €	397 891 €	53,0	187 009 €	210 882 €	0 €	210 882 €
10.818	Nyon - Divonne-les-Bains - Gex (section suisse)	123 902 €	100,0	123 902 €	123 902 €	53,0	58 234 €	65 668 €	0 €	65 668 €
Total Secteur		521 793 €		521 793 €	521 793 €		245 243 €	276 550 €	0 €	276 550 €
Total Groupement Secteur		521 793 €		521 793 €	521 793 €		245 243 €	276 550 €	0 €	276 550 €
Total Moyen de transport		521 793 €		521 793 €	521 793 €		245 243 €	276 550 €	0 €	276 550 €
Total Entreprise		521 793 €		521 793 €	521 793 €		245 243 €	276 550 €	0 €	276 550 €



Direction générale de la mobilité et des routes DGMR
Management des transports

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Envoyé en préfecture le 01/07/2024

Reçu en préfecture le 01/07/2024

Publié le

ID : 074-200006450-20240626-1324-DE



Lausanne, le 25 avril 2024

Annexe à la commande d'offre

Indemnités 2024 - TOTAL

Entreprise : GLCT

Moyen de transport : Route										
<u>Groupement de secteur : Trafic régional</u>										
Secteur : Trafic régional de voyageurs										
N° ligne	Nom ligne	TOTAL indemnités	Part VD % inter-cantonal	TOTAL indemnités sur VD	TOTAL indemnités sur VD cofinancées par CH	Taux VD %	Indemnités sur VD à charge CH	Indemnités sur VD à charge canton VD	Indemnités non financées par CH à charge canton VD	TOTAL Indemnités à charge canton VD
10.814	Coppet - Divonne-les-Bains (section suisse)	637 534 €	100,0	637 534 €	630 544 €	53,0	296 356 €	334 188 €	6 990 €	341 178 €
10.818	Nyon - Divonne-les-Bains - Gex (section suisse)	222 872 €	100,0	222 872 €	215 415 €	53,0	101 245 €	114 170 €	7 457 €	121 627 €
Total Secteur		860 406 €		860 406 €	845 959 €		397 601 €	448 358 €	14 447 €	462 805 €
Total Groupement Secteur		860 406 €		860 406 €	845 959 €		397 601 €	448 358 €	14 447 €	462 805 €
Total Moyen de transport		860 406 €		860 406 €	845 959 €		397 601 €	448 358 €	14 447 €	462 805 €
Total Entreprise		860 406 €		860 406 €	845 959 €		397 601 €	448 358 €	14 447 €	462 805 €